Déclaration (Algérie) : non à la répression et aux intimidations ! Non aux élections législatives !

La répression et les législatives ne sont pas une solution !

jeudi 10 juin 2021, par [PST \(Algérie\)](#) (Date de rédaction antérieure : 7 juin 2021).

Sommaire

- [Le PST, est une voix démocrati](#)
- [Défendons nos libertés et nos](#)

En instaurant un climat de terreur, par la répression des manifestations pacifiques du Hirak et le musellement de toute expression libre, le pouvoir de fait espère imposer la continuité du régime libéral autoritaire et antisocial, notamment par le passage en force électoral des législatives du 12 juin prochain. Ainsi, dès le début de la prétendue campagne électorale, on a enregistré ces trois dernières semaines plus d'un millier d'interpellations et plus de deux cents arrestations de jeunes activistes du Hirak, de militantEs politiques, de journalistes et d'avocats. Cette escalade, pour laquelle des centaines de milliers d'agents des forces de répression ont été mobilisés, intervient dans la foulée des grèves ayant touché depuis le début du mois d'avril les secteurs de la santé, de la poste, de l'Eniem, du ministère du commerce, de l'administration des impôts ainsi que les grandes grèves nationales des travailleurs de la protection civile et de tous les corps de l'éducation nationale, dont les manifestations de rue ont été violemment réprimées. Par ailleurs, une campagne d'intimidation par le biais d'arrestations et d'interpellations de dirigeants politiques (RCD, MDS, FFS) et de poursuites judiciaires (UCP, PST) a été orchestrée afin de museler les partis politiques de l'opposition, notamment ceux qui constituent le Pacte pour une Alternative Démocratique - PAD - depuis juin 2019, revendiquant une transition démocratique par l'instauration d'un processus populaire constituant. Aussi, des associations culturelles et sociales, telles que SOS Bab El Oued et RAJ, sont réprimées et menacées de dissolution.

Le PST, est une voix démocratique, antilibérale et anti impérialiste !

Dans ce contexte de répression sans précédent depuis près de trente ans, et sous prétexte du retard pris dans la tenue de notre congrès et le renouvellement de nos instances nationales, le ministre de l'intérieur a engagé des poursuites judiciaires en référé devant le Conseil de l'Etat pour suspendre provisoirement le PST et fermer ses locaux. Pourtant, les situations politique et sanitaire extraordinaires que connaît notre pays ces dernières années d'une part et, d'autre part, la promulgation de la nouvelle constitution instaurant le régime déclaratif, abrogeant de fait les dispositions juridiques antérieures, devraient être prises en compte par l'administration. En faisant fi des procédures organisationnelles de conformité avec la loi que le PST a mis en œuvre, notamment la tenue d'un congrès extraordinaire et le renouvellement de ses instances nationales dans le délai pourtant insuffisant de 15 jours qui lui a été accordé, le ministre de l'intérieur abuse de son pouvoir et contredit volontairement l'alinéa 2 de l'article 67 de la loi 12-04 relative aux partis

politiques. Espérant que le Conseil de l'Etat tient compte des arguments et des pièces indiscutables présentés par notre parti.

Mais, comme tout le monde le sait, il ne s'agit nullement de problèmes organisationnels ou juridiques. En réalité on veut nous faire payer nos positions politiques, notamment notre rejet des élections législatives du 12 juin 2021 et notre engagement dans le Hirak et dans les luttes démocratiques et sociales. En effet, le PST est engagé non seulement dans le combat contre l'autoritarisme et pour les libertés démocratiques et syndicales, mais aussi dans le combat anti capitaliste, contre les politiques économiques libérales et contre la domination impérialiste sur notre pays. Le PST dérange par son engagement politique contre les oligarques et le patronat privé qui, tout en profitant des facilités financières publiques et des exonérations fiscales récurrentes, n'apportent pas une contre partie significative et instaurent des rapports de travail esclavagistes. Comme il doit le savoir le ministre de l'intérieur, ils interdisent les libertés syndicales, ils licencient abusivement les travailleurs, ils imposent des salaires de misères, ils ne déclarent pas souvent les travailleurs à la sécurité sociale et ne payent pas souvent leurs impôts. Le PST dérange par sa dénonciation des accords injustes signés avec l'UE et la soumission de notre pays aux multinationales qui pillent nos richesses et qui peuvent compter aujourd'hui sur l'intervention de l'ANP à l'extérieur de nos frontières. Le PST dérange par son long combat de près d'un demi siècle pour les droits démocratiques et sociaux des travailleurs et des chômeurs, contre l'oppression des femmes et des jeunes, pour les revendications identitaires et la reconnaissance de Tamazight, aux côtés des paysans pauvres et tous les démunis.

Défendons nos libertés et nos droits démocratiques et sociaux !

La remise en cause des libertés démocratiques et du multipartisme dans notre pays est une grave dérive. Elle s'inscrit dans le sens inverse des aspirations démocratiques exprimées depuis plus de deux ans par le Hirak populaire et les millions d'algériens et d'algériennes qui ont enclenché le processus révolutionnaire du 22 février 2019. Elle vient rappeler une fois de plus que le régime, ainsi que « la bourgeoisie algérienne » dominée par l'impérialisme, ne peuvent ni réaliser les tâches nationales démocratiques ni s'accommoder des quelques libertés et droits démocratiques formels. Car pour imposer leurs politiques libérales désastreuses sur les plans économique et sociale, et s'accaparer de ce qui reste comme propriété collective de notre peuple au profit d'une minorité d'oligarques, de patrons privés et de multinationales, il leur faut un Etat autoritaire et liberticide. Cette dérive vient rappeler aussi, une fois de plus, que c'est le peuple d'en bas, notamment les travailleurs, les jeunes et les femmes qui ont inventé et inspiré notre formidable Hirak, et qui subissent aujourd'hui la répression et l'oppression, qui ont naturellement intérêt à défendre les libertés et les droits démocratiques pour continuer la lutte pour la construction de l'indispensable rapport de force politique permettant le changement démocratique tant espéré qui passe par l'élection d'une assemblée constituante souveraine et représentative réellement des aspirations démocratiques et sociales de notre peuple.

Le PST considère que la légitimité de son combat, qui s'inscrit naturellement dans la continuité de la lutte du peuple algérien pour son indépendance, sa souveraineté et son émancipation sociale, ne peut être subordonnée à l'octroi d'un agrément ou une autorisation administratifs. Mais, notre parti se battra comme toujours pour défendre nos acquis démocratiques, arrachés de hautes luttes, dont le multipartisme et le droit des citoyens et des citoyennes de fonder librement des associations et des partis politiques par une simple déclaration et sans aucune entrave bureaucratique ou ingérence politique de l'administration et des pouvoirs publics. Ces libertés démocratiques et syndicales sont encore, plus que jamais, indispensables pour les travailleurs, les chômeurs, les jeunes, les femmes et tous les opprimés.

Le PST salue et remercie toutes les organisations et les personnalités, au niveau national et international, ainsi que les citoyenNEs qui continuent à exprimer leur solidarité avec notre parti.

Alger, le 7 juin 2021

Parti socialiste des travailleurs (PST), Algérie